

N° 35
Mai 2016

BULLETIN

SNUipp-FSU (61)

RETRAITE.E.S

SNUipp-FSU (61)

Espace associatif
La Pyramide
2, avenue de Basingstoke
61000 Alençon

Courriel:
snu61@snuipp.fr

Site départemental:
<http://61.snuipp.fr>

Les salariés et l'opinion publique continuent, notamment avec les mobilisations de cette semaine, de marquer leur désaccord avec la Loi travail proposée par le gouvernement. Les organisations syndicales et de jeunesse en appellent au Président de la République pour qu'il rouvre le dialogue. Elles appellent à poursuivre et amplifier les actions qui s'engagent chaque jour et notamment celle du 14 juin prochain. Elles s'appuieront sur une votation citoyenne organisée sur les lieux de travail.

Le communiqué intersyndical CGT, FO, FSU, Solidaires, UNEF, UNL et FIDL

"Après plus de deux mois de mobilisation des salarié-es, des jeunes, des privé-es d'emploi et des retraité-es, la mobilisation se poursuit et s'amplifie comme le montre cette journée du 19 mai. Cette semaine, le développement d'actions, de grèves dans de nombreux secteurs et de blocages pour obtenir le retrait du projet de loi travail et l'obtention de nouveaux droits, montre que la détermination reste intacte.

L'opinion publique reste massivement opposée à cette loi Travail et à l'utilisation autoritaire du 49.3 par le gouvernement.

Le gouvernement n'a pas d'autre issue que celle du dialogue avec les organisations qui luttent pour le retrait de ce projet de loi et pour être écoutées sur les revendications qu'elles portent. C'est pourquoi les organisations CGT, FO, FSU, Solidaires et les organisations de jeunesse, UNEF, UNL et FIDL en appellent solennellement au Président de la République.

Des secteurs professionnels sont engagés dans un mouvement de grève reconductible, d'autres vont entrer dans l'action.

Les organisations décident de renforcer l'action par une journée de grève interprofessionnelle avec manifestation nationale à Paris le 14 juin, au début des débats au Sénat. Elles appellent à multiplier d'ici là, sur tout le territoire, des mobilisations sous des formes diversifiées. Elles décident également une grande votation dans les entreprises, les administrations et les lieux d'étude qui se déroulera dans les semaines à venir en parallèle au débat parlementaire afin de poursuivre avec les salarié-es et les jeunes les débats sur la loi Travail, obtenir

le retrait de ce texte pour gagner de nouveaux droits permettant le développement d'emplois stables et de qualité. La loi doit notamment préserver la hiérarchie des normes, élément protecteur pour tous et toutes les salarié-es. Cette votation sera remise lors d'un nouveau temps fort qu'elles décideront prochainement.

Contre la loi Travail
Amplifier la mobilisation,
faire respecter la démocratie !
Nous sommes toutes et tous
concernées

MANIFESTATION NATIONALE
Mardi 14 juin
PARIS



Abécédaire du vivre ensemble : les petits Charlie font leur cinéma

Près de 700 classes ont participé au concours organisé par le SNUipp-FSU en partenariat avec la Bnf, la Ligue de l'enseignement, la ville de Paris, les éditions Actes Sud junior et le Café pédagogique. Avec un thème « Créer un abécédaire du vivre ensemble » qui résonnait de façon singulière après les tragiques événements de 2015. C'est un film réalisé par les élèves de CE1 d'une école du Gard qui remporte cette année le premier prix. Moteur... Action !

Au rythme saccadé du cinéma muet, accompagnés d'un ragtime des années 20, les petits « Charlie » de l'école Préfecture à Beaucaire déroulent les 26 lettres de leur abécédaire du vivre ensemble. Dans cette école classée en REP+, on accueille de nombreux enfants allophones, des enfants de la communauté des gens du voyage et beaucoup d'autres, aux situations familiales assez compliquées. Dès le mois de décembre les élèves ont sélectionné, à l'occasion de débats philosophiques, les mots clé qui serviraient de supports argumentaires aux différentes séquences du film. Ils ont ensuite écrit les scénarii et les tournages ont pu débuter. Le J comme juste un sourire, le B comme bonjour, prononcé dans toutes les langues, même celle des signes, le M de mixité, ou encore le K, pour les kilos de câlins en forme de « *free hugs* » si agréables à partager.

Le film a été projeté à toute l'école et aux familles. Des familles ravies du résultat, fières de ce qu'ont produit leurs enfants qui sont souvent en quête de cette reconnaissance. Mais pour l'heure, les petits Charlie font tourner leurs cannes, impatients de rejoindre le bord de mer et la classe de découverte qu'ils vont bientôt « vivre ensemble ».

Pratiques arbitraires

La chanson qui déplaît aux élus de Cogolin

Dans le Var, une municipalité frontiste menace de procéder à une réduction des crédits d'une des écoles de la ville car la thématique du spectacle ne leur convient pas. Le SNUipp-FSU dénonce ces procédés arbitraires et interpelle la ministre dès aujourd'hui.

A Cogolin, dans le Var, l'équipe pédagogique de l'école élémentaire Fontvieille propose cette année à ses élèves de présenter un spectacle de chants issus de différents pays bordant la Méditerranée : un voyage artistique leur permettant aussi de découvrir un territoire proche mais surtout des cultures différentes répondant ainsi aux exigences des programmes qui incitent au Vivre ensemble et à la connaissance de l'autre.

La chanson de la discorde

C'est la chanson de Khaled « Aïcha » que les enfants doivent chanter qui a entraîné les foudres des élus municipaux appartenant au Front national. Ils menacent donc, si cette chanson et l'ensemble du projet pédagogique sont maintenus au programme, de réduire drastiquement les crédits de l'école.

Le SNUipp-FSU dénonce ces intrusions arbitraires et inappropriées. Sanctionner financièrement une école est une pratique scandaleuse et inacceptable qui, de plus, pénaliserait les élèves. Les élus d'une ville n'ont ni à donner leur avis sur les projets pédagogiques des écoles, ni à refaire les programmations des équipes enseignantes. Ceux-ci relèvent de l'Éducation nationale et de l'exercice de la liberté pédagogique des enseignants.

Le SNUipp-FSU vient d'interpeller le ministère pour qu'un rappel à l'ordre contre ces intrusions dans les programmes et les projets des écoles soit fait. D'une manière générale, il met en garde tous ceux qui cherchent à instrumentaliser l'école à des fins partisans et politiques pour véhiculer des idées d'exclusion. Il apporte son soutien et sa solidarité aux enseignantes et enseignants de l'école, aux élèves et aux parents également.

Droits des personnes
LGBT :
**l'égalité toujours à
conquérir**

Obtenir ou défendre des droits est un combat quotidien, au travail, à l'école ou dans la famille, comme dans la société tout entière.

Si le mariage est ouvert aux couples de même sexe, l'égalité en droits n'est pas atteinte : la PMA n'est toujours pas accessible à toutes les femmes, les personnes trans n'ont toujours pas accès à des papiers conformes à leur identité de genre.

Au quotidien, les discriminations et les violences continuent de peser fortement sur les personnes LGBT, dans un contexte où certaines idées réactionnaires s'expriment sans complexe.

Il revient notamment à l'école d'éduquer toutes et tous afin de permettre l'émancipation de chacun-e quels que soient son sexe, son identité de genre, son orientation sexuelle, sa couleur de peau, son origine...

Pour l'avènement d'une société de droits égaux pour toutes et tous, pour que cessent les discriminations et les violences, il est important de rendre visible ce combat en étant largement présent-es dans la rue, pour l'égalité.

**C'est pourquoi la FSU
appelle aux Marches des
fiertés LGBT partout en
France.**

**Caen ,
le samedi 28 mai**

ALENCON

Jeudi 9 juin 2016

**Manifestation
des retraité.e.s**

*À l'appel de la SFR-FSU, de
l'UCR-CGT, de l'UCR-FO, de la
FGR-FP, de la LSR.*

NOUS REVENDIQUONS:

- L'amélioration du pouvoir d'achat des retraité.e.s par rattrapage immédiat de 300€ par mois
- L'indexation des pensions et retraites sur l'évolution du salaire moyen
- Aucune pension ou retraite inférieure au SMIC pour une carrière complète
- Le retour à une revalorisation annuelle des pensions et retraites au 1er janvier en prenant en compte l'évolution des salaires
- Le maintien de l'intégralité des pensions de réversion
- Le rétablissement de la demi-part fiscale

**10 h
devant
la préfecture**

BREVES DEPARTEMENTALES

Mouvement de la Paix

Le mouvement de la Paix existait dans l'Orne. Il souhaite se réorganiser dans notre département.

Pour cela, il invite toutes celles et tous ceux pour qui la Paix et le désarmement sont des causes à se mobiliser.

MERCREDI 15 JUIN 2016

AG départementale constitutive du Mouvement de la Paix
17h dans les locaux de la Maison de la Vie Associative (MVA)
25, rue Demées ALENCON



La Ligue de l'enseignement fête cette année ses 150 ans.

A cette occasion, la Ligue de l'enseignement de l'Orne organise une journée porte ouverte au centre Robert Hée-Claude Varnier à St Germain du Corbéis (route d'Hesloup)

SAMEDI 11 JUIN

De 14 h à 18 h : *Rétrospective de la Ligue de l'enseignement 61 –Fédération des Œuvres Laïques- Activités sportives gratuites dans le parc du centre*

À 22 h : *séance de cinéma en plein air (entrée gratuite)*
« De toutes nos forces » de Nils Tavernier durée 1H35

Ce BULLETIN ne demande qu'à s'étoffer.

REPETONS-LE: *votre participation est la bienvenue.* Un billet d'humeur, un article sur l'association à laquelle vous participez, des informations à partager... vous l'envoyez:

.....par voie postale à SNUipp-FSU (61)

Espace associatif La Pyramide 2, av de Basingstoke 61000 Alençon

.....par courriel à snu61@snuipp.fr.

Prochain Bulletin retraité.e.s vers la mi-juin

Contact: ROUSSELIN Christian

Espace associatif La Pyramide 2, av de Basingstoke 61000 Alençon

Tel: 02.33.26.80.95 Courriel: snu61@snuipp.fr



FGR-FP

(Fédération Générale des Retraités de la Fonction Publique)



Pour une évolution des pensions tenant compte de l'évolution des salaires.

La FGRFP lance une campagne d'action dans les départements en direction des élus (députés et sénateurs) pour une évolution des pensions tenant compte de l'évolution des salaires.

La seule revalorisation des pensions de 0,1 % en plus de 2 ans ainsi que les mesures récentes rognant le pouvoir d'achat des pensions (CASA, fin de la 1/2 part, complémentaire santé...) ont montré les limites de l'alignement des pensions sur l'indice des prix.

Alors que de 2003 à 2014 les pensions progressaient seulement de 17,9%, le salaire moyen progressait de 24,8% et le SMIC de 32,6%.

L'évolution comparée des pensions et des salaires augure d'un décrochage des pensions sur les salaires et donc d'un appauvrissement relatif des retraités sur le long terme.

La revendication d'une évolution des pensions qui tienne compte de l'évolution des salaires devient, dès lors, incontournable.

Cette revendication sera développée et expliquée par les responsables des sections départementales au cours d'interventions auprès des élus nationaux.

Menée par la FGR-FP, cette campagne ciblée sur une revendication précise n'entre pas en contradiction avec des actions intersyndicales plus globales.



ARFEN: nouvelle association à la FGR-FP

Suite à la désaffiliation du SE-UNSA, une nouvelle association est née et a demandé son affiliation à la FGR-FP

Beaucoup de ses militant.e.s ont souhaité poursuivre leur engagement à la FGR-FP. Sous l'égide d'Annick Merlen et de Jacques Maurice, anciens secrétaires généraux de la FGR-FP, décision a été prise de la création d'une association pouvant les regrouper, l'ARFEN, Association des Retraités Fonctionnaires de l'Éducation nationale.

**Les sections départementales disposent de bulletins d'adhésion à l'ARFEN
ou vous adresser à ARFEN - 10 rue Calixte Souplet - 02100 St Quentin**

Service civique, quel bilan?

Par Gérard Aschieri- membre FSU du CESE (Conseil Economique, Social et Environnemental)

La question est l'objet d'une étude qui vient d'être confiée à la Délégation à la Prospective et à l'Evaluation des Politiques Publiques du CESE.

Le service civique a été mis en place en 2010 même si l'expérience en a été lancée plus tôt. Nous sommes dans une période où, à la suite des attentats de l'année dernière, se multiplient les appels ou les propositions de responsables politiques visant à instaurer ou réinstaurer des formes de service national, civil ou militaire, et le Président de la République a annoncé sa volonté de généraliser le service civique avec un objectif de toucher 50% d'une classe d'âge d'ici 2 à 3 ans. Or, si ce dispositif a fait l'objet d'un rapport de la Cour des Comptes de 2014, il n'en existe pas d'évaluation contradictoire et débattue.

C'est ce qu'entend faire le CESE dans le cadre d'une étude qui vient d'être confiée à la Délégation à la Prospective et à l'Evaluation des Politiques Publiques. Si les volontaires du service civique tout comme les associations et organismes qui les accueillent s'en disent en général très satisfaits et en vantent les mérites, qu'en est-il des autres, de ceux qui refusent ? Quelles sont les raisons et les arguments des uns et des autres ?

Comment le service civique remplit-il les missions qui lui sont assignées et contribue-t-il à la cohésion sociale en favorisant à la fois l'engagement solidaire et un brassage social et culturel ? À quelles conditions (durée, encadrement, financement...) peut-il le faire ?

Comment définir les missions d'intérêt général que sont censés remplir les volontaires ?

Ne se substitue-t-il pas dans les associations et les services à un emploi salarié stable, créant une nouvelle forme de précarité ? Quelle articulation avec l'engagement bénévole dans le mouvement associatif ?

La liste des questions qui se posent est longue et, avant d'envisager d'étendre ce service civique ou de le transformer au gré des a priori politiques ou des ressources financières disponibles, mieux vaudrait les examiner et les débattre.

C'est l'objet de cette étude qui ressortit de la mission d'évaluation des politiques publiques conférée par la loi au CESE.

Il s'agira d'entendre les initiateurs et les responsables du dispositif, les différents acteurs, notamment associatifs et syndicaux mais aussi ceux qui contestent ce service civique ou le refusent, d'analyser les données dont on dispose et d'avoir un débat ouvert et contradictoire entre composantes de la société civile.

Le résultat, attendu pour le dernier trimestre de 2016, devrait articuler un bilan de l'existant et l'élaboration de pistes de réflexion pour l'avenir de ce service civique.

À suivre donc.

Enquête

C'est pas du jeu !

Une étude réalisée dans l'académie de Toulouse montre que les jeux d'étranglement seraient beaucoup plus fréquents qu'on ne le pense chez les jeunes enfants.

Qu'on les appelle « la tomate », le « rêve bleu », « le cosmos » ou « le foulard », les jeux de non oxygénation ou d'étranglement semblent faire une inquiétante concurrence aux billes et à la marelle dans les cours de récréation. C'est le constat révélé par une enquête, la première du genre, conduite auprès de 1 125 enfants par le service d'accueil des urgences pédiatriques de l'hôpital de Toulouse et l'Inserm. À un questionnaire détaillé proposé aux enfants des classes élémentaires, 71 % répondent connaître au moins un jeu d'asphyxie et 40 % en avoir déjà pratiqué un. Une pratique dont le cadre privilégié est l'école, en particulier la cour de récréation pour 73 à 84 % des enfants concernés âgés de 6 à 11 ans, 33 % s'y étant "initiés" dès la maternelle. L'étude montre aussi que 7 % de ces enfants s'y adonnent chaque jour et 6 % plusieurs fois par jour.

Renforcer la prévention

« Aucun profil psychologique particulier n'a été retrouvé chez ces enfants », relèvent les responsables de l'enquête pour qui en revanche, les motivations ne sont pas les mêmes que celles des adolescents (qui ne sont eux que 7 % chez les collégiens et 12 % chez les lycéens.) Pour les plus jeunes, il s'agit surtout de « jouer comme les autres » indiquent-ils. Alors même que le risque vital associé est connu par 48 % des petits pratiquants. Même si, compte tenu du très jeune âge des répondants, les enquêteurs se montrent prudents sur l'interprétation des résultats, le constat interroge et mérite que soit conduite une étude similaire, de dimension nationale cette fois. C'est ce que préconisent les auteurs, afin que soient affinés ces résultats et surtout mieux ciblées les actions à mener auprès des jeunes enfants. Des actions à conduire aussi auprès des parents, qui pensent trop souvent que cela n'arriverait pas à leur propre enfant, et en direction des médecins qui connaissent mal ces pratiques. Comme les enseignants d'ailleurs, malgré les campagnes de communication déjà menées par le ministère.

En France, près de 3 millions d'enfants de 6 ans à 19 ans ne partent pas en vacances...

La campagne annuelle de solidarité et de citoyenneté de La JPA est à la fois une démarche pédagogique qui contribue à l'acquisition de compétences et une collecte de fonds, officiellement soutenue par le ministère chargé de l'Éducation nationale. En 2015, la campagne de solidarité autour du droit aux vacances et loisirs éducatifs a démarré le 12 janvier 2015. La JPA est agréée par le comité de la charte du don en confiance. Les sommes recueillies sont distribuées sous forme de bourses d'aides individuelles au départ en vacances collectives (classes de découvertes ou colonies). Chaque année grâce aux écoles, donateurs et partenaires, 19 000 enfants en bénéficient.

Association complémentaire de l'École, La JPA remplit une mission de solidarité et de citoyenneté dans le cadre de sa campagne annuelle.



Des vignettes de la JPA sont disponibles au local du SNUipp-FSU 61. Nous contacter.

LITTERATURE JEUNESSE

Plus que jamais, vivre ensemble

Partager, accepter les différences, sortir des stéréotypes, se connaître, se comprendre, se respecter, aller vers l'autre... Vive les livres pour construire une culture du vivre ensemble. La culture, encore et toujours, pour que les enfants mettent des mots sur les émotions, les idées. Pour qu'ils apprennent à lire, à dire, à vivre ensemble. L'école n'est pas seule : les auteurs, les éditeurs nous offrent de belles occasions de parler de tout ça.

Interdit aux éléphants



de Lisa Mantchev, illustrations de Taeun Yoo, Ed. Les éditions des éléphants/ Amnesty international. Cycles 1, 2 Avoir un éléphant comme animal familier, c'est être « toujours un peu à part ».

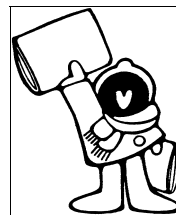
On a beau le savoir, c'est bien triste d'être refoulé du Club des animaux. Mais avec les autres exclus, un autre monde est possible ! La pancarte sur leur nouvelle cabane annonce « bienvenue à tous » et non « pas d'étranger ». Un texte simple, à la première personne du singulier, qui égrène de bien jolies choses sur l'amitié. Des illustrations qui complètent avec gaieté et douceur une histoire qui refuse les discriminations.

Mon pays en partage



De Yves Pinguilly, illustrations de Sandra Poirot-Cherif, Ed. Rue du monde. Cycles 2 et 3

Des poèmes pour dire des histoires venues d'ailleurs, des coutumes, des plats, des expressions du monde entier. Des poèmes contre le repli, la méfiance, la froidure. Des mots à partager, qui ne taisent pas la réalité de l'exil, du terrible chemin vers un pays qu'on espère moins hostile. Des mots qui dansent, qui tanguent, qui nous embarquent pour un pays de partage et même plus. « On croirait que le monde entier a réuni ici tous ses accents pour une seule et belle harmonie ».



VIBRA'MOMES

FLERS

28 mai au 4 juin 2016

Samedi 28 mai

- . **La Fanfarone de Grabbuge** (fanfare, déambulation)
11h Cœur de ville - Marché
14h Esplanade du Forum
- . **Lila et les pirates** (concert musical rock)
15h Forum

Mardi 31 mai

- . **Moustache Academy** (conte rap festif)

Mercredi 1er juin

- . **La chenille qui fait des trous et autres histoires** (ciné-conte musical)
10h30 Centre Madeleine Louaintier
- . **Avant les mots** (musique préhistorique pour jeunes pousses)
11h Médiathèque
- . **2 Secondes** (clown)
14h30 Jardin d'enfants du château de Flers
- . **Les Oizeaux se crashent pour mourir** (clown)
à 15h30 et 17h30 Jardin d'enfants du château de Flers
- . **El nino Costrini** (cirque)
16h30 Jardin d'enfants du château de Flers

Vendredi 3 juin

- . **Kids Monkey** (concert)
18h30 Forum

Samedi 4 juin

- . **Boogers Ghetto Blaster Party** (concert déambulatoire participatif)
11h et 15h RDV Square Delaunay
- . **Charles & Stone** (jonglage)
16h Esplanade du Forum
- . **M Le Méchant** (concert)



Compagnie Lapsus

Issus de l'école de cirque de Lyon, les six artistes de la compagnie Lapsus ont toujours fait du collectif une valeur essentielle.

Vous avez pu les découvrir avec *Six pieds sur terre* en 2013. Le Relais Culturel Régional soutient leur nouveau projet en les accueillant du 30 mai au 10 juin en résidence de création.

ARGENTAN

Jeudi 9 juin 2016

CIRQUE

19H30 Durée : 1h (gratuit)



Petites souris

du bout des doigts

A vos tablettes

Ce nouveau parcours de visite interactif (en partenariat avec Guidigo), destiné au jeune public, à partir de tablettes numériques ouvre de nouvelles perspectives sur la collection de l'écomusée.

La confrontation du passé avec des outils du présent propose une découverte renouvelée de la mémoire du Perche.

Ecomusée du Perche Saint Cyr la rosière